



Michael Yamashita, Fuxin, mars 2019

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du Tricontinental: Institut de recherche sociale.

La plus importante délégation de l'extérieur de la Russie au Forum économique international de Saint-Petersbourg, au début du mois de juin, venait de Chine. L'équipe chinoise était dirigée par le président du pays, Xi Jinping. Dans ce 23ème Forum, le mandarin a rejoint le russe et l'anglais comme l'une des langues sur les signes et dans les conversations. Xi et le président russe Vladimir Poutine semblaient à l'aise l'un avec l'autre, le bonhomie entre les deux États étant clair. Au cours du Forum, les deux pays ont accueilli un concert de gala pour célébrer le soixante-dixième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Russie. M. Poutine a déclaré que les liens entre les deux pays ont atteint un « niveau sans précédent », avec des accords conclus pour le commerce et l'alignement militaire.

Pourquoi la Russie et la Chine ont-elles cimenté ce nouvel arrangement ?

Tout d'abord, ils ont été rassemblés par la volonté à long terme des États-Unis et de leurs alliés de s'attaquer à la souveraineté de la Chine et de la Russie - que ce soit par l'expansion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vers les frontières russes ou par la stratégie navale agressive des États-Unis, du Japon à Taiwan. Cette incitation a conduit à un régime de sanctions sévères à l'encontre de la Russie, qui s'est trouvée isolée des marchés européens.

Cela a conduit la Russie à chercher à resserrer ses liens économiques avec la Chine.

Deuxièmement, les États-Unis ont tenté d'amener la Chine à céder ses avantages économiques aux entreprises américaines, ce qui a conduit à la guerre commerciale en cours (voir notre Dossier no. 7, août 2018, sur « L'impérialisme du capital financier et les « guerres commerciales » »). La Chine cherche depuis longtemps à échapper à ses liens étroits avec le marché américain. L'un de ces passages du marché américain a été l'initiative Belt and Road Initiative (BRI) et l'initiative String of Pearls qui traverse l'Eurasie et l'océan Indien. L'IRB s'est appuyée sur les États d'Asie centrale, où la Russie continue d'exercer une forte influence, et sur l'Asie occidentale, où l'intervention russe en Syrie a montré la volonté de la Russie d'agir - par hasard - au nom des intérêts chinois. C'est la peur de l'action américaine et la nécessité d'une stratégie économique régionale eurasiennne qui rapproche ces deux grands États.



Michael Yamashita, Mingsha Shan, Les dunes de sable chantantes, Gansu, Chine, 2019

Après la chute de l'URSS, l'Occident a tenté de mettre la Russie sur son orbite. Le G7 a accueilli la Russie dans ses rangs en 1997 alors que les capitaux européens et américains faisaient leur entrée en Russie et en Europe de l'Est. La même année, treize oligarques dirigés par Anatoly Chubais - et soutenus par les États-Unis - ont volé l'élection au nom de Boris Eltsine à Gennady Ziouganov du Parti communiste. Sept de ces treize oligarques ont ensuite sculpté l'économie russe pour leur bénéfice et celui de leurs partenaires occidentaux. Le pays a été pillé, son estime de soi affaiblie. Poutine est sorti de ce creuset, avec l'engagement de raviver la fortune de la Russie. L'économie de la Russie dépend de l'exportation de matières premières, ce qui la rend vulnérable à ses marchés extérieurs, principalement l'Europe. Les tentatives de l'Occident pour installer son gouvernement en Ukraine ont conduit à l'expulsion de la Russie du G8 et à des sanctions contre ce pays. La Russie, qui cherchait à faire partie de l'Europe depuis la chute de l'URSS, se tourne désormais vers l'Est, vers l'Eurasie et - en particulier - la Chine.

Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi. La Chine avait parié sa nouvelle politique économique à partir de 1978 sur les marchés de l'Occident, la Chine devenant l'atelier du monde. L'ère des réformes » a permis à des millions de travailleurs chinois éduqués d'intégrer l'économie mondialisée. Les investissements en capitaux et en technologie ont afflué en Chine, d'où les marchandises ont balayé le monde - mais surtout l'Occident. Lorsque la crise financière générale a eu lieu en 2007-2008, la Chine a tremblé. Sa dépendance à l'égard des marchés occidentaux l'a rendu très vulnérable. Cherchant à rompre cette dépendance à l'égard des marchés occidentaux, la Chine a expérimenté des systèmes de paiements de transfert dans le pays afin d'accroître la demande intérieure et a commencé à développer de nouveaux marchés le long de la ceinture monumentale et l'initiative routière qui s'étend sur l'Eurasie, mais aussi en Afrique et en Amérique du Sud. La participation de la Russie à cette initiative est essentielle, puisque la Russie continue d'entretenir des liens étroits avec les États d'Asie centrale et qu'elle est le partenaire clé de la Chine en Iran, en Syrie et en Turquie. Pour en savoir plus sur le régime actuel de sanctions contre l'Iran et son impact sur les relations entre la Chine et la Russie dans la région, restez à l'écoute pour notre prochain dix-huitième dossier en août, *Iran Will Not Forget*.



Michael Yamashita, Inner Mongolia, 2018

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a ouvertement appelé à la création d'un ordre mondial multilatéral pour équilibrer l'ordre unilatéral produit par l'Occident après la chute de l'URSS. En 2001, le président chinois de l'époque, Hu Jintao, a déclaré que « la multipolarité [*duojihua*] constitue une base importante de la politique étrangère chinoise ». La guerre américaine contre l'Irak (2003) et la crise financière générale (2007) ont entamé l'hégémonie de l'Occident. C'est à la suite de ces deux événements que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont formé BRICS (2009). L'objectif principal du bloc était de promouvoir le multilatéralisme, c'est-à-dire de profiter de la faiblesse de l'Occident pour s'affirmer. Mais leur propre programme était limité, une version du néolibéralisme du Sud sans base institutionnelle alternative, sans vision idéologique du monde, ni puissance militaire à ses pieds. La dérive vers la droite au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud a rapidement rendu la formation BRICS moins cohérente. C'est dans ce contexte que l'alliance entre la Chine et la Russie a occupé le devant de la scène. Le signal de la gravité de la situation peut être trouvé dans la solution apportée en 2008 par la Chine et la Russie à leur différend frontalier qui dure depuis des décennies. Cette frontière de 4 200 kilomètres est maintenant complètement délimitée. Des exercices militaires réguliers ont commencé, qui ont culminé à Vostok en 2018, où un tiers de l'armée russe s'est entraîné aux côtés des troupes chinoises. Parallèlement à la formation militaire et à l'alignement stratégique, des accords sur les armes ont été conclus, y compris des améliorations apportées du côté russe à l'Armée populaire de libération de la Chine et maintenant aux navires chinois et à l'intelligence artificielle vers la Russie.



Michael Yamashita, Réservoir Panjiakou, département Qianxi, province Hebei, Chine, 2018

Mais il y a quelques faiblesses dans l'alliance sino-russe. La Chine importe principalement des matières premières de Russie - 76% des exportations sont du pétrole russe et des produits connexes - tandis que 8% des exportations sont du bois et des produits du papier. La Chine achète aujourd'hui un quart du pétrole russe, grâce au nouvel oléoduc reliant la Sibérie orientale à la Chine et aux sanctions américaines et européennes contre la Russie. Un nouveau gazoduc est en construction, ce qui ne fera qu'accroître ce commerce. La Chine, quant à elle, exporte principalement des produits finis - automobiles, biens de consommation et machines - vers la Russie. Ce déséquilibre est accentué par les faibles taux d'investissement chinois en Russie. Une partie du débat à Saint-Pétersbourg a porté sur ces questions, exacerbées par les craintes des Chinois à l'égard de l'environnement des affaires en Russie. Ces vulnérabilités fourniront une ouverture pour l'Occident. En 2012, le rapport du National Intelligence Council des États-Unis indiquait que « d'ici 2030, aucun pays - que ce soit les États-Unis, la Chine ou tout autre grand pays - ne sera une puissance hégémonique ». Ce que les responsables du renseignement américain prévoient, c'est la « diffusion du pouvoir » entre les États, la démocratie étant le vecteur de cette transfusion. Mais les États-Unis n'ont pas voulu accepter cette nouvelle réalité. Ses décideurs politiques restent piégés par le Guide des plans de défense de 1992 (rédigé par Dick Cheney), qui note que les États-Unis « doivent maintenant se recentrer sur la prévention de l'émergence d'un futur concurrent mondial potentiel ».



Andreas Gursky, Usine de Foxconn, Shenzhen, Chine

La guerre commerciale maladroite de Trump fait partie de cette politique - avec la lance américaine pointée vers le géant chinois de la technologie, Huawei. Les États-Unis savent que le principal avantage comparatif pour leur économie est la Silicon Valley ainsi que leur domination sur les droits de propriété intellectuelle. Cependant, dans l'arène de cette nouvelle technologie, centrée autour de la 5G, Huawei est en tête (suivi par Ericsson en Suède et Nokia en Norvège). La guerre de Trump contre Huawei n'est pas aussi irrationnelle qu'il n'y paraît (comme je le note dans la [chronique](#) de cette semaine). Son administration, comme d'autres avant elle, a exercé autant de pressions politiques que possible pour freiner la croissance de la technologie en Chine. Les accusations de vol de propriété intellectuelle et de liens étroits entre les entreprises et l'armée chinoise visent à dissuader les clients d'acheter des produits chinois. Ces accusations ont certainement entamé la marque de Huawei, mais il est peu probable qu'elles détruisent la capacité de Huawei à se développer dans le monde. Huawei affirme que les deux tiers des réseaux 5G en dehors de la Chine utilisent ses produits. Le Defence Innovation Board des États-Unis a écrit récemment que » le pays qui possède la 5G sera propriétaire de bon nombre de ces innovations et établira les normes pour le reste du monde. Pour les raisons qui suivent, il est peu probable que ce pays soit actuellement les États-Unis.

Les menaces et la guerre sont des instruments qui excluent - comme l'a écrit Cheney en 1992 - « tout concurrent mondial potentiel ». C'est l'essence même de l'impérialisme. C'est pourquoi cette catégorie est si importante si nous voulons avoir une compréhension précise de la situation dans le monde. La nouvelle tactique de l'impérialisme, comme nous le montrons dans le [Dossier no. 17, Venezuela and Hybrid Wars in Latin America](#), comprend le concept de guerre hybride. L'impérialisme d'aujourd'hui ne se limite pas à la force brute, mais emploie plutôt une gamme de stratégies qui cherchent à imposer une » domination à spectre complet » sur toute la société, sapant non seulement la souveraineté de la nation à prendre des décisions économiques et militaires pour son propre bénéfice, mais aussi à infiltrer « l'esprit, le coeur et le corps » de son peuple, la manière même dont les gens se comprennent et le monde qui les entoure. La pourriture de la guerre, comme je l'écris dans cette [chronique](#), n'est pas irrationnelle mais constitue précisément le dernier refuge de l'impérialisme.

Pour les raisons qui suivent, ce pays n'est probablement pas les États-Unis, à l'heure actuelle : La vingt-huitième lettre d'information (2019).



### P. Sainath, Rayagada, Odisha, Inde

Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud restent engagés dans le projet BRICS, mais de manière moins centrale qu'il y a dix ans. Cela tient au caractère de classe du bloc au pouvoir dans chacun de ces pays, où l'aiguille est allée résolument à droite. Ces États sont devenus les alliés subordonnés des États-Unis. Pour changer leur orientation géopolitique, il faut un changement dans le caractère de classe du bloc au pouvoir. N° de Dossier no. 18 est une interview de K. Hemalata, le président du Centre for Indian Trade Unions, qui propose des voies pour que la classe ouvrière et la paysannerie indiennes puissent affirmer leur propre projet sur la république indienne. La question clé ici est de savoir comment organiser les travailleurs informels. Celina della Croce, coordinatrice à l'Institut de recherche sociale du Tricontinental, souligne les implications de l'entretien dans son rapport rapport.

La réunion informelle du BRICS en marge du sommet du G20 d'Osaka a produit une déclaration qui reprend l'essentiel des délibérations antérieures du BRICS (multilatéralisme, nécessité de nouvelles institutions, plus de démocratie interétatique), mais elle a introduit peu des thèmes clés de notre époque actuelle - tels que les sanctions unilatérales sévères que les États-Unis ont imposées à plusieurs pays - d'Iran au Venezuela - et les menaces de guerre des États-Unis. [lien en portugais

- <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/notas-a-imprensa/20556-reuniao-informal-de-lideres-do-brics-a-margem-da-cupula-do-g20-comunicado-conjunto-de-imprensa-osaka-28-de-junho-de-2019>]. Le sommet BRICS se tiendra à Brasilia (Brésil) en novembre. Il est peu probable qu'il fasse avancer son programme.

Pour les raisons qui suivent, ce pays n'est probablement pas les États-Unis, à l'heure actuelle : La vingt-huitième lettre d'information (2019).



“L’espoir, écrivait le grand écrivain chinois Lu Xun, est comme une route dans le pays ; il n’y a jamais eu de route, mais quand beaucoup de gens marchent dessus, la route naît « .

Chaleureusement, Vijay.

*\*Traduit par Alexandre Bovey*